



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°1 – du 15 décembre 2022 au 5 janvier 2023

## En bref

- L'indice [PMI](#) de l'industrie manufacturière est tombé à 45,3 en décembre contre 46,5 en novembre, son plus bas niveau depuis mai 2009, à l'exception de deux mois au début de la pandémie en 2020.

- Selon la [Banque d'Angleterre](#), le nombre de décisions d'octroi de prêts immobiliers a diminué à 46 100 en novembre, contre 57 900 en octobre, soit le niveau

## Actualité macro-économique

**Le dispositif de garantie publique des prêts immobiliers est prolongé d'un an** – Lancé en avril 2021, ce [système](#) a déjà permis d'accompagner 24 000 foyers dans l'accession à la propriété. Dans le cadre de

### LE CHIFFRE À RETENIR

13,3%

Le niveau de [l'inflation sur les biens alimentaires](#) en décembre, en hausse de 0,9 pp sur un mois.

le plus bas depuis juin 2020 (40 500).

- Le [gouvernement](#) annonce une extension de 6 mois du gel de la taxe sur l'alcool, de février à août 2023, afin de rassurer et de donner de la visibilité à la filière.

ce dispositif, le gouvernement offre aux prêteurs les garanties financières dont ils ont besoin pour accorder des prêts hypothécaires à des ménages ne disposant que d'un faible apport, sous réserve des contrôles habituels d'accessibilité financière, pour un logement d'une valeur maximale de 600 000 £. Ce mécanisme est désormais prolongé jusqu'à la fin de 2023.

**Au troisième trimestre 2022, le déficit de la balance courante se réduit pour représenter 32,5Md£ (hors métaux précieux), contre**

**33,4Md£ au trimestre précédent** – Le déficit de la balance commerciale se contracte de 4,7Md£ pour atteindre 23,9Md£ grâce à l’augmentation des exportations de services de 5,6Md£. Cette amélioration de la balance des biens et services permet de compenser la dégradation de la balance des revenus primaires, de 4,1Md£, qui retrace l’ensemble des revenus versés et reçus par les acteurs britanniques sur les investissements directs, les actifs financiers et les autres types d’investissement.

## Actualité commerce & investissement

Selon un [rapport](#) de la *British Chambers of Commerce (BCC)*, 77% des entreprises interrogées estiment que l’accord de commerce et coopération (ACC) entre le Royaume-Uni et l’UE ne leur permet pas de prospérer – Plus précisément, plus de 56% des répondants déclarent rencontrer des difficultés à exporter et 45% signalent rencontrer des difficultés à importer. Par ailleurs, des entreprises évoquent également des difficultés pour obtenir des visas (44%) et dans le processus de reconnaissance des qualifications professionnelles (33%). La BCC propose, ainsi, diverses actions rapides pour améliorer les échanges avec l’UE : signer un accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires avec l’UE pour faciliter l’exportation des produits alimentaires, introduire un accord sur la TVA, permettre aux industriels britanniques de continuer d’utiliser le marquage CE après 2024, conclure des arrangements avec l’UE pour faciliter les mobilités professionnelles ainsi

que résoudre les tensions liées au protocole sur l’Irlande du Nord.

Selon un [article](#) du FT, la ministre au commerce britannique aurait exprimé ses préoccupations à l’égard de *Inflation Reduction Act (IRA)* dans une lettre à son homologue américaine – Pour mémoire, l’IRA prévoit entre autres l’octroi d’un crédit d’impôt pour les particuliers en cas d’achat d’un véhicule assemblé en Amérique du Nord et dont les batteries sont conformes aux exigences de contenu local. K. Badenoch aurait souligné que ce texte pourrait « être dommageable à de multiples économies à travers le monde et affecter les chaînes d’approvisionnement en batteries, véhicules électriques et plus généralement en renouvelables ». La ministre demanderait, ainsi, « en tant que proche allié des Etats-Unis », une certaine flexibilité dans la mise en œuvre. En parallèle, [dans la presse](#), Andy Palmer, président de l’entreprise de batteries *InoBat* et ancien directeur général d’*Aston Martin Lagonda*, a estimé que le projet américain était un « signal d’alarme » pour le gouvernement britannique, considérant que les incitations à l’investissement au Royaume-Uni sont insuffisantes. En effet, les incitations américaines pourraient modifier certaines décisions d’investissement à l’instar de celle annoncée par la start-up *Arrival* qui abandonne son projet de site de production au Royaume-Uni en faveur des Etats-Unis, admettant que l’IRA avait influencé ce revirement.

**Le nouveau régime britannique des subventions publiques est entré en vigueur le 4 janvier 2023** – Depuis la sortie effective du Royaume-Uni, le gouvernement britannique a entamé une réforme de son régime sur les subventions. Le nouveau système introduira trois catégories d’aides publiques, qui feront l’objet d’un examen

différencié (soit facultatif, soit systématique) de la part de la *Subsidy Advice Unit* (SAU) en fonction du montant de l'aide et du secteur économique concerné.

D'après le dernier [papier](#) du *Centre for European Reform*, le retrait de l'UE explique un écart négatif de 5,5% du PIB au deuxième trimestre 2022 par rapport à un scénario contrefactuel sans Brexit – Par ailleurs, selon les auteurs, l'investissement et le commerce de biens étaient également inférieurs respectivement de 11% et 7% en raison des effets et des coûts associés à la mise en oeuvre du Brexit. Pour mémoire, le scénario contrefactuel de cette étude compare les données britanniques avec celles de 22 autres économies avancées.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international)